



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 juin 2014
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-quatrième session

2-27 juin 2014

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-quatrième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Hiroshi **Onuma** (Japon)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017

[Point 3 b)]

Programme 6

Affaires juridiques

1. À sa 18^e séance, le 12 juin 2014, le Comité du programme et de la coordination a examiné le programme 6 (Affaires juridiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 6\)](#)]. Il était également saisi d'une note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique ([E/AC.51/2014/CRP.1](#)).

2. Le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours de l'examen du programme par le Comité.

Débat

3. Plusieurs délégations ont exprimé leur appui au programme et aux fonctions importantes et essentielles menées dans ce cadre en faveur de l'Organisation et de la promotion du droit international. Il a été souligné que les interprétations juridiques fournies par le Bureau des affaires juridiques étaient très importantes.

4. Les délégations ont souligné l'importance de la participation du Bureau des affaires juridiques au système d'administration de la justice de l'Organisation. Comme suite à ses questions, le Comité a obtenu des renseignements sur l'action



menée par le Bureau dans le domaine de l'administration de la justice pour assurer la protection des droits des fonctionnaires. Il a également obtenu des informations sur les synergies dégagées entre le Bureau et les autres départements dans ce domaine.

5. Le Comité a demandé des éclaircissements sur l'élaboration de la stratégie de fourniture de services juridiques à l'ensemble du système des Nations Unies et sur les activités du Bureau dans son rôle de dépositaire de l'Accord de Siège et de responsable des relations avec le pays hôte.

6. À sa demande, le Comité a également obtenu des précisions sur les moyens pouvant être utilisés pour mesurer l'incidence des avis fournis par le Bureau et sur la prise en compte de la dimension hommes-femmes dans ces avis.

7. Les délégations ont exprimé leur appui à l'action menée par le Bureau dans le domaine du développement progressif et de la codification du droit international. Elles ont noté que le Bureau jouait un rôle important en matière de renforcement des capacités dans le cadre du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international. À sa demande, le Comité a obtenu des précisions sur les initiatives actuellement menées dans le cadre du Programme. Il a également demandé et obtenu des éclaircissements sur le rôle joué par le Bureau dans l'élaboration de la doctrine dans le cadre du développement progressif et de la codification du droit international.

8. Les délégations ont noté que le Bureau jouait un rôle important dans le domaine de l'harmonisation, de la modernisation et de l'unification progressives du droit commercial international. À sa demande, le Comité a obtenu des précisions sur la manière dont le Bureau pouvait faciliter une plus large participation des États Membres à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

9. Des délégations ont exprimé leur appui au travail important réalisé par le Bureau dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes, et des précisions ont été demandées concernant le mandat et les fonctions du Bureau à l'égard d'ONU-Océans. Le Comité a également obtenu des précisions sur l'assistance technique fournie et les activités de renforcement des capacités menées dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes.

10. On a souligné que le Bureau des affaires juridiques jouait un rôle essentiel dans la conservation de la mémoire institutionnelle de l'Organisation dans le cadre de ses responsabilités en matière de garde, d'enregistrement et de publication des traités. Les délégations se sont félicitées de l'enrichissement constant de la collection des traités en ligne et ont demandé des éclaircissements sur le travail mené dans ce domaine. Le Comité a également obtenu des précisions sur les locaux disponibles pour l'archivage des traités.

11. Le Comité a demandé des précisions au sujet de l'application de l'article 4.8 du Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation dans le cadre de la fourniture de services aux mécanismes intergouvernementaux. On a posé la question de l'uniformité en la matière et on a demandé en particulier quels étaient les organes de l'Organisation des Nations Unies qui étaient considérés comme des organes intergouvernementaux sectoriels, techniques et régionaux compétents au sens de l'article 4.8 pour examiner le plan-programme biennal.

12. Il a été noté que des modifications avaient été apportées au projet de cadre stratégique pour la période biennale 2016-2017 par rapport au plan-programme approuvé pour 2014-2015 et qu'il ne fallait pas sacrifier le fond à la brièveté.

13. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies), on a fait observer que certaines des idées figurant dans le plan-programme pour 2014-2015 avaient été exclues du projet de cadre stratégique.

14. S'agissant du sous-programme 2 (Services juridiques généraux fournis aux organes et aux programmes des Nations Unies), il a été noté que l'indicateur de succès avait changé par rapport au plan-programme 2014-2015.

15. En ce qui concerne le sous-programme 3 (Développement progressif et codification du droit international), l'importance en a été soulignée et il a été noté qu'il connaissait des problèmes de ressources. On a fait valoir que les activités du sous-programme relatives au renforcement des capacités devaient être encore consolidées, en particulier les cours régionaux de droit international et la Médiathèque de droit international des Nations Unies.

16. En ce qui concerne le sous-programme 4 (Droit de la mer et affaires maritimes), le Comité a salué l'action menée par le Bureau pour promouvoir et renforcer la primauté du droit dans le domaine des océans.

17. S'agissant du sous-programme 5 (Harmonisation, modernisation et unification progressives du droit commercial international), on a relevé que les indicateurs de succès proposés a) i) et ii) étaient utiles mais insuffisants. On a également fait observer qu'un indicateur de succès supplémentaire a) iii) devrait être axé sur les activités de fond conjointes. On a souligné que les indicateurs de succès gagneraient à être renforcés.

18. S'agissant du sous-programme 6 (Garde, enregistrement et publication des traités), il a été dit que le sous-programme jouait un rôle important dans la conservation de la mémoire institutionnelle de l'Organisation.

Conclusions et recommandations

19. **Le Comité a souligné combien il importait que le Bureau s'emploie activement à fournir des avis et des informations, sur demande, aux organes principaux et subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies et à ses États Membres.**

20. **Le Comité a souligné l'importance du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour assurer une plus large participation à ce programme ainsi que pour renforcer les activités de formation en matière de renforcement des capacités, conformément à l'aide technique et juridique fournie aux États dans le cadre du sous-programme 3.**

21. **Le Comité a considéré qu'il était nécessaire d'assurer la poursuite de toutes les activités du Programme d'assistance, y compris les cours régionaux de droit international pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que la continuité de la Médiathèque de**

droit international, et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'appuyer toutes les activités du Programme d'assistance conformément aux dispositions des résolutions 66/97 et 68/110 (en particulier le paragraphe 7).

22. En outre, le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de n'épargner aucun effort pour veiller à ce que toutes les régions soient traitées sur un pied d'égalité lors de la planification, de l'organisation et de la conduite des cours et des séminaires de droit international, notamment le Programme de bourses de perfectionnement dans le domaine du droit international et les cours régionaux de droit international.

23. Le Comité a souligné que la Division des affaires maritimes et du droit de la mer jouait un rôle essentiel dans la promotion et la diffusion du droit de la mer, dans la fourniture de services de secrétariat à la Commission des limites du plateau continental, à la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à toutes les réunions des organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale, et en sa qualité de coordonnateur d'ONU-Océans.

24. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 6 (Affaires juridiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :

Orientation générale

Paragraphe 6.4

À la fin de la deuxième phrase, ajouter le membre de phrase suivant :

« , en particulier l'observation des dispositions de la Charte et des résolutions, décisions, règlements, règles et traités émanant de l'Organisation »

Sous-programme 3

Développement progressif et codification du droit international

Indicateurs de succès

Ajouter un indicateur b) iii) libellé comme suit :

« Amélioration de l'équilibre régional dans les cours régionaux de droit international »

Stratégie

Paragraphe 6.16

Après « b) planification, organisation et animation de séminaires et de programmes de formation au droit international, y compris le Programme de bourses de perfectionnement dans le domaine du droit international et les cours régionaux de droit international des Nations Unies », ajouter « , en particulier pour les pays en développement »

Sous-programme 4
Droit de la mer et affaires maritimes

Objectif de l'Organisation

Remplacer l'objectif de l'Organisation par ce qui suit :

« Promouvoir et renforcer le droit de la mer pour assurer l'utilisation pacifique des océans et le développement durable »
